

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**Ressources humaines**  
**Remboursement des frais de déplacement des agents**

L'an deux mil vingt-deux, le vingt décembre, à 18h30,

Le Conseil Municipal de la commune de Coulanges-lès-Nevers dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la salle du Conseil Municipal, à la Mairie, sous la présidence de **Monsieur Julien JOUHANNEAU**, Maire.

Secrétaires de séance :

**Date de convocation du conseil : 14 décembre 2022**

Nombre de Conseillers en exercice : 27			
Présents :	Julien JOUHANNEAU, Emmanuel BOUDET (arrivé à 18h50), Gérard BRUNET, Philippe BRUNET, Michel DAGUIN, Pierre-Henri COTTARD, Sylvie FAVERIAL, Jérôme FOCH (arrivé à 19h), Bruno GEMZA, Maxime GRUYER, Irène LAVEAU, , Pascaline LOQUET, Evelyne NAVARRE, Jacques PINAULT, Céline PRESTAT, Elisabeth RAY, Martine RENAULT, Jean-Claude ROUMIER, Michèle THOMAS		
Absents excusés :	Charles GARNIER		
Procurations :	Emilie BAUDIN représentée par Julien JOUHANNEAU Roland CORDE représenté par Jacques PINAULT Matthieu GABET représenté par Bruno GEMZA Philippe GLORIEUX représenté par Philippe BRUNET Maud GUYOT représentée par Maxime GRUYER Fanny LEGUE représentée par Sylvie FAVERIAL Isabelle RIVAILLON représentée par Jean-Claude ROUMIER		
Suffrages exprimés : 25	Pour : 25	Contre : 0	Abstention : 1

Vu

- Le Code Général de la Fonction Publique ;
- Le Décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique territoriale ;
- Le Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;
- Le Décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés dans l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n°91-753 du 19 juin 1991
- L'Arrêté du 14 mars 2022 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat ;
- L'Arrêté du 28 décembre 2020 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire de fonctions itinérantes ;
- L'Arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des **indemnités kilométriques** prévues à l'article 10 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de

- règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat ;
- L'Arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des **indemnités de mission** prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils ;

L'autorité territoriale rappelle que les agents territoriaux et les collaborateurs occasionnels d'une collectivité territoriale peuvent bénéficier du remboursement des frais induits par l'exercice de leurs fonctions pour le compte de la collectivité.

Les dispositions suivantes s'appliquent donc aux agents titulaires, stagiaires, contractuels (de droit public et de droit privé), apprentis et collaborateurs occasionnels du service public.

L'autorité rappelle la définition des notions suivantes :

- La résidence administrative : le territoire de la commune sur lequel se situe le service où l'agent est affecté.
- La résidence familiale : le territoire de la commune sur lequel se situe le domicile de l'agent.

## **I. MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS OCCASIONNES PAR LES DEPLACEMENTS TEMPORAIRES DES PERSONNELS EN MISSION**

### **1.1 Frais hors résidence administrative et hors résidence familiale**

(Article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006)

Lorsque l'agent se déplace pour les besoins du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale, à l'occasion d'une mission il peut prétendre :

- à la prise en charge de ses frais de transport ;
- à des indemnités de mission qui ouvrent droit, cumulativement ou séparément, selon les cas, à la prise en charge d'autres frais.

**A noter** : Agent en mission : seuls seront pris en charges les frais occasionnés par un déplacement dûment autorisé préalablement par un ordre de mission signé par l'autorité territoriale.

Le remboursement des frais ne pourra avoir lieu que sur présentation des pièces justificatives, sur la base du trajet le plus court (en référence au site « via Michelin »), soit de la résidence administrative au lieu de mission, soit de la résidence familiale au lieu de mission.

#### **Prise en charge des frais de transport**

Dans la mesure du possible, les agents sont invités à vérifier la disponibilité du véhicule de service.

Lorsque plusieurs agents se rendent à une même réunion ou lieu de formation, le co-voiturage est obligatoire, sauf motif impérieux à justifier, et seul le conducteur pourra prétendre à remboursement.

L'agent autorisé à utiliser son véhicule personnel sera remboursé sur la base d'indemnités kilométriques, dont les taux sont fixés par l'arrêté ministériel du 3 juillet 2006

L'utilisation du véhicule personnel pour les besoins du service doit faire l'objet d'une autorisation par le chef de service lorsque l'intérêt du service le justifie.

En cas d'utilisation d'un moyen de transport en commun : le remboursement interviendra sur production des justificatifs de paiement du titre de transport.

En cas d'utilisation d'un véhicule de service : le remboursement interviendra sur production des justificatifs de paiement de carburant.

Frais de péage et de stationnement : ces dépenses seront remboursées sur production des justificatifs de paiement.

### Prise en charge des autres frais

Conformément à l'article 7-1 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 susvisé, il appartient au Conseil Municipal de fixer le barème des taux de remboursement forfaitaire des frais d'hébergement.

Ces derniers sont fixés dans la limite du taux maximum prévu par les textes applicables à l'Etat et notamment par l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission pour le personnel de l'Etat :

**Frais de repas** : Le taux du remboursement est fixé au réel, sur présentation d'un justificatif, dans la limite de 17.50 € par repas.

NB: Les frais de repas ne sont pris en charge que si l'agent se trouve en mission pendant la totalité de la période comprise entre 12 heures et 14 heures pour le repas de midi et entre 19 heures et 21 heures pour le repas du soir

**Frais d'hébergement** : Le taux du remboursement des frais d'hébergement (nuitée et petit déjeuner) est fixé au réel, sur présentation des justificatifs, dans la limite du taux légal :

- 70 € en province
- 90 € dans les villes de plus de 200 000 habitants et celles de la métropole du Grand Paris
- 110 € à Paris
- 120 € pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite

Toutefois, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, le taux de remboursement des frais d'hébergement pourra être majoré. Ainsi, le taux pourra être majoré pour les nuitées en région parisienne, du fait du caractère inadapté des taux forfaitaires maximum.

Il ne pourra en aucun cas conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

Toute revalorisation des taux, fixés par l'arrêté ministériel du 3 juillet 2006 susvisé ou un texte modificatif, sera automatiquement prise en compte.

### **1.2 Missions principalement itinérantes**

(Article 14 du décret n° 2001-654 du 3 juillet 2006)

Pour les fonctions essentiellement itinérantes à l'intérieur d'une commune, dotée ou non d'un réseau de transport en commun régulier, il peut être alloué une indemnité forfaitaire.

Compte-tenu de la superficie de la Commune, et de la nécessité, pour certains agents, d'effectuer plusieurs déplacements quotidiens avec leur véhicule personnel, il est proposé de leur attribuer une indemnité forfaitaire annuelle de 300 €. Cette indemnité sera versée en deux fois, en juin et en décembre.

L'organe délibérant fixe les fonctions itinérantes comme suit :

- Architecte urbaniste
- Chargé de communication
- Directrice de l'ALSH

## **II. MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES AGENTS EN FORMATION**

La Commune prendra en charge les dépenses ci-dessous uniquement si aucun remboursement n'intervient de la part de l'organisme de formation (CNFPT ou autre).

Les actions de formation ouvrent droit au versement des indemnités de missions, telles que définies au paragraphe I.

Envoyé en préfecture le 21/12/2022

Reçu en préfecture le 21/12/2022

Publié le

ID : 058-215800889-20221220-DELIB2022\_0095-DE

Paraphe du Maire

55

Sont concernés les agents qui suivent une action de formation relevant de :

- la formation statutaire obligatoire (formation d'intégration et de professionnalisation),
- la formation continue (formation de perfectionnement),
- les actions de lutte contre l'illettrisme et pour l'apprentissage de la langue française.

Dès lors que le CNFPT dispense la formation, c'est ce dernier qui prend en charge sous certaines conditions les frais engagés par l'agent, sauf pour les actions suivantes :

- Les préparations aux concours et examens professionnels ;
- Les formations organisées en intra ;
- Les actions individuelles ;
- Les journées d'actualité, séminaires et autres actions « événementielles».

La Commune prendra cependant en charge les frais de déplacements, de repas et d'hébergement selon les règles définies au 1 (Modalités de prise en charge des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels en mission) pour

- les journées d'actualité
- les formations organisées par un prestataire autre que le CNFPT
- les formations de préparation aux concours et examens, dès lors que la collectivité a autorisé l'inscription de l'agent.

### **III. MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT DANS LE CADRE DE LA PARTICIPATION AUX EPREUVES DES CONCOURS, DES SELECTIONS OU DES EXAMENS PROFESSIONNELS**

(Article 6 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006)

La Commune prendra en charge les dépenses ci-dessous à la seule condition que l'agent soit inscrit à un concours ou examen organisé par la délégation CNFPT Grand Est, ou par un centre de gestion avec lequel une convention a été établie.

Il s'agit des frais de déplacement des agents appelés à se présenter aux épreuves d'admissibilité ou d'admission d'un concours, d'une sélection ou d'un examen professionnel organisé par l'administration, se déroulant hors de leurs résidences administratives ou familiales.

Ces frais seront pris en charge à raison de deux allers-retours par année civile et par agent (une première fois à l'occasion des épreuves d'admissibilité et une seconde fois à l'occasion des épreuves d'admission du même concours ou examen professionnel).

Ces actions ouvrent droit au versement des indemnités de missions, telles que définies au paragraphe I.

### **IV. FORFAIT MOBILITES DURABLES**

Les agents peuvent bénéficier du remboursement de tout ou partie des frais engagés au titre de leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail avec leur cycle ou cycle à pédalage assisté personnel ou en tant que conducteur ou passager en covoiturage.

Conditions :

- Nombre de jours minimal d'utilisation d'un cycle ou du covoiturage : 100 jours
- Le nombre minimal de jours est modulé selon la quotité de temps de travail de l'agent
- Déclaration sur l'honneur certifiant l'utilisation de l'un des deux moyens de transport au plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle le forfait est versé

Versement

Le forfait mobilités durables est fixé à 200 euros, il est versé l'année suivant celle du dépôt de la déclaration sur l'honneur.

Envoyé en préfecture le 21/12/2022

Reçu en préfecture le 21/12/2022

Publié le



ID : 058-215800889-20221220-DELIB2022\_0095-DE

Paraphe du Maire



## Modulation

Le montant du forfait et le nombre minimal de jours sont modulés à proportion de la durée de présence de l'agent (recrutement en cours d'année, radiation des cadres en cours d'année, autre position que l'activité en cours d'année)

Exclusion : Il est rappelé que le forfait mobilités durables ne peut pas bénéficier aux agents suivants :

- aux agents qui bénéficient d'un logement de fonction sur leur lieu de travail,
- aux agents bénéficiant d'un véhicule de fonction,
- aux agents bénéficiant d'un transport collectif gratuit entre leur domicile et leur lieu de travail,
- aux agents transportés gratuitement par leur employeur.

Le versement du forfait « mobilités durables » est exclusif du versement mensuel de remboursement des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos prévus par le décret n° 2010-676 du 21 juin 2010.

## **V. JUSTIFICATIFS ET AVANCE**

(Articles 11-1 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 et 7 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001)

Les justificatifs de paiement des frais de déplacement temporaires sont communiqués par l'agent au seul ordonnateur qui en assure le contrôle. Ils peuvent lui être fournis sous forme dématérialisée.

La procédure de traitement interne des états de frais de déplacement sera définie par une note de service.

*Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,*

- *accepte la mise en place du remboursement des frais des agents de Commune selon les modalités énoncées ci-dessus ;*
- *autorise Monsieur le Maire à signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération*

**Le Maire,  
Julien JOUHANNEAU**



